

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : POL 30/015/2007 (Public)

Bulletin n° : 117

ÉFAI

Embargo : 26 juin 2007 04h00 TU

Contrôlez les armes. Soutien massif des gouvernements au Traité sur le commerce des armes

Campagne *Contrôlez les armes* : Oxfam International, Amnesty International et le Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL)

Les militants à travers le monde célèbrent une victoire significative avec la participation de plus de 80 gouvernements au processus de consultation organisé par les Nations unies en vue de l'élaboration d'un traité sur le commerce des armes.

Il n'existe à l'heure actuelle aucun véritable contrôle sur le commerce des armes au niveau mondial. Le traité proposé vise à fixer des normes mondiales qui pourraient sauver des milliers de vies et obligerait des marchands d'armes irresponsables à rendre des comptes.

Lors d'une conférence début juin à New York, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a confirmé que le traité proposé établirait des normes communes internationales pour l'importation, l'exportation et le transfert de toutes les armes conventionnelles. Ce traité serait une contribution majeure à la réalisation des objectifs humanitaires, de respect des droits humains et de développement dans le monde, a-t-il déclaré.

Selon les militants de la campagne *Contrôlez les armes*, l'action de la société civile au niveau mondial doit être reconnue comme l'un des éléments majeurs du succès du processus d'élaboration du traité jusqu'à maintenant. Les militants de la campagne *Contrôlez les armes* ont organisé et coordonné plus d'une centaine de « consultations populaires » dans le monde, au cours desquelles des gens ordinaires se sont exprimés pour dire ce que devrait comprendre un traité sur le commerce des armes.

La majorité des États où ces consultations ont eu lieu ont fait des propositions aux Nations unies. Les propositions faites montraient un large soutien à un traité protégeant les droits humains et le développement durable et favorisant la sécurité régionale.

« Aux Philippines d'où je viens, le commerce non régulé des armes engendre des violations systématiques des droits humains - homicides à caractère politique et attaques contre la liberté d'expression sont monnaie courante. Dès le départ, j'ai su que la consultation serait une campagne importante pour faire entendre la voix des gens ordinaires. C'est très positif que des gouvernements aient entendu des gens qui souffrent de la violence armée au quotidien », a déclaré Fred Lubang de *Non – Violence International*, qui représente la campagne *Contrôlez les armes*.

La semaine dernière, deux importantes organisations régionales ont réaffirmé leur soutien au traité proposé. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Conseil de l'Union européenne (UE) ont fait des déclarations publiques soutenant des mesures en faveur d'une régulation plus sévère et plus responsable du commerce mondial des armes.

« Nous saluons les déclarations de soutien du secrétaire-général des Nations unies, de la CEDEAO et de l'Union européenne. Tous les gouvernements doivent maintenant veiller à ce que les droits humains, le droit international humanitaire et le développement durable soient au cœur du traité sur le commerce des armes de façon à ce qu'il serve à sauver des vies », a déclaré Heather Sutton de Sou da Paz au Brésil.

« Les chefs d'État vont se retrouver lors des rencontres de l'Union africaine, de la Communauté de développement de l'Afrique australe et du Forum des îles pacifiques au cours des prochains mois - nous voulons voir ces organisations régionales se prononcer en faveur d'un traité sur le commerce des armes. Nous espérons que toutes les réponses au secrétaire général seront examinées avec attention lorsque l'assemblée générale des Nations unies tiendra ses prochaines discussions sur le traité en octobre 2007 » a déclaré Charles Nasibu-Bilali, chercheur congolais et militant de la campagne *Contrôlez les armes*.

Une synthèse des propositions des gouvernements est en cours pour être présentée au secrétaire général, dont la prochaine tâche sera la mise en place d'un groupe d'experts gouvernementaux qui commencera formellement à travailler sur le traité sur le commerce des armes en 2008.

Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec les personnes suivantes:
Oxfam International: Jennifer Abrahamson au +1 212 687 2150 (bureau) ou +1 202 321 7858 (portable)
RAIAL: Mark Marge au +1 646 257 4130 (bureau) ou +1 646 207 6523 (portable)

Notes aux rédacteurs en chef :

Des personnes ayant participé aux « consultations populaires » en Afrique du Sud, en Thaïlande, en République démocratique du Congo, au Brésil, en Inde et aux îles Fidji sont disponibles pour des interviews en anglais, espagnol, français, italien et portugais. De courtes biographies de ces personnes seront fournies.

La campagne *Contrôlez les armes* est une initiative conjointe d'Amnesty International, de Oxfam International et du Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL). Des centaines d'organisations non gouvernementales du monde entier œuvrent dans le cadre de cette campagne à réduire la prolifération et l'usage abusif des armes.

Les gouvernements avaient officiellement jusqu'au 20 juin pour présenter leurs propositions au secrétaire général des Nations unies en vue de l'élaboration d'un traité sur le commerce des armes, mais la date a été repoussée à la fin du mois de juin ; les dernières propositions présentées figureront en annexe du document principal de consultation.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566
Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>